

GOUVERNANCE

Un carnaval contre la corruption

La Haute autorité de lutte contre la corruption a organisé le 27 juillet à Brazzaville un carnaval de sensibilisation de la population à la lutte contre le fléau qui gangrène les sociétés. Le cortège a sillonné quelques artères passant devant les sièges des régies financières et d'autres administrations publiques.

« Tous mobilisons-nous contre la corruption. Sinon, elle nous détruira » est la thématique de cet événement qui a connu la présence du président de l'institution, Emmanuel Olita Ondongo.

Page 4

Carnaval de sensibilisation contre la corruption



DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

100 ZAP à l'horizon 2026



Le gouvernement congolais s'est fixé l'objectif de créer cent Zones agricoles protégées (ZAP) sur l'ensemble du pays à l'horizon 2026. Le but étant de booster la

production nationale en vue d'assurer l'indépendance alimentaire du pays. A l'occasion de la visite, le 26 juillet, des ZAP d'Etsouali et de

Une vue de la ZAP de Ngo-Kouraté
Ngo-Kouraté par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, dont le département est l'organe d'exécution dudit projet, a indiqué que sur neuf ZAP déjà créées, huit sont actuellement fonctionnelles.

Page 16

MATCH AMICAL

Le Congo et la RDC se quittent dos à dos

Les Diabes rouges ont fait jeu égal 1-1 face aux Léopards de la République démocratique du Congo (RDC), le 27 juillet, au stade Alphonse-Massamba Débat lors d'un match amical. L'objectif était la préparation de la double confrontation d'août contre les Fauves du Bas-Oubangui de la République centrafricaine comp-

tant pour les éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations. Les poulains de Jean Élie Ngoya ont encaissé le but de Gladys Lilepo Makabi à la 23^e minute. Harvey Ossete lui a répondu à la 93^e minute. Les Diabes rouges se sont procurés une montagne d'occasions mais ils ont manqué de réalisme.

DÉVELOPPEMENT

Brazzaville abrite un salon sur les industries culturelles et créatives

Le ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, a ouvert le 27 juillet à Brazzaville les travaux de la 2^e édition du salon des industries culturelles et créatives, des secteurs qui conjuguent entre création et commercialisation des biens et services. Pendant trois jours, les experts nationaux vont réfléchir sur la problé-



Les officiels posant à l'issue de la cérémonie d'ouverture
matique de l'apport des industries culturelles et créatives, notamment leur contribution au processus de diversification de l'économie nationale.

Page 13

ÉDITORIAL

Inverser la pyramide

Page 2

ÉDITORIAL

Inverser la pyramide

L'Afrique a consacré ses nouvelles championnes au terme de la 14^e édition de la Coupe d'Afrique des nations féminines qui s'est achevée le 23 juillet au Maroc. La compétition rappelle dans une certaine mesure le déclin du football féminin congolais qui est passé de la lumière à l'ombre après quatorze longues années d'absence à la phase finale de la CAN.

Les Congolaises ont vécu leur progression la plus spectaculaire en 2008, lorsqu'elles ont participé à leur unique rendez-vous continental. Ce succès n'ayant pas été construit sur des fondations solides, un nouveau plan de relance s'impose désormais à la Fédération congolaise de football. Il poursuivra l'objectif de promouvoir, développer et favoriser la pratique du football féminin sur le territoire national.

Le plan stratégique pour le développement 2022-2024 proposé par les techniciens, après l'apport de la Fédération internationale de football association, a été accueilli par les passionnés de la discipline avec un optimisme mesuré. « Le football féminin en avant » est un projet à la réalisation duquel la direction technique nationale doit respecter dans les moindres détails les cinq piliers principaux qui permettront à terme d'inverser la pyramide.

La bataille sera gagnée grâce à la politique qui consiste à accroître la participation des filles au niveau de la base, augmenter le nombre de clubs et de licenciées puis renforcer les équipes seniors vieillissantes. À première vue, le chantier de restructuration paraît énorme, puisqu'il recommande du sérieux dans la détection des talents dès le bas âge avant de les placer dans un centre de perfectionnement pour mieux suivre leur progression.

Rendre compétitives les équipes nationales dames de toutes les catégories passera incontestablement par l'organisation des compétitions nationales, la sélection des meilleures joueuses et des stages de préparation. Le programme établi devra faciliter la formation des éducatrices, mais aussi des arbitres dames.

Les Dépêches de Brazzaville

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

La mission de la diaspora apprécie le processus électoral au Congo

Le chef de la mission conjointe d'observation électorale de la diaspora africaine en Europe, du groupe Agir Europe-Afrique, Jean Amoïkon Eba, a remis, le 26 juillet à Brazzaville, à la présidente du Conseil économique, social et environnemental (Cese), Emilienne Raoul, un rapport préliminaire relatif au déroulement des élections législatives et locales en République du Congo.



La présidente du Cese Emilienne Raoul recevant le rapport préliminaire Adiac

Les experts de la mission conjointe d'observation électorale de la diaspora africaine en Europe ont plusieurs fois séjourné au Congo dans le cadre des consultations électorales depuis juillet 2009, pour la présidentielle, juillet 2012 pour les élections locales et octobre 2015 pour le référendum.

« En 2022, le Congo a fait un grand pas en matière de démocratie au regard des législatives couplées aux locales. Le président Denis Sassou N'Guesso est le deuxième chef d'Etat africain à reconnaître sa défaite électorale en 1992 après l'élection présidentielle de 1991 au Bénin. En 2012,

le Congo a organisé dans le calme le référendum », a reconnu Jean Amoïkon Eba.

En mission de travail depuis le 21 mai 2022 à Brazzaville, Jean Amoïkon Eba relève: le nombre élevé des bulletins, le déroulement satisfait des opérations de dépouillement, la tabulation et l'accessibilité des résultats en présence des membres de bureaux de vote, des représentants des candidats, des observateurs nationaux et internationaux.

La mission conjointe d'observation électorale s'est réjouie également du sens civique, du calme, de la discipline des électeurs et des agents du ministère chargé d'organiser

les élections. De même, a-t-il ajouté, la société civile a fait preuve de maturité. « La mission conjointe d'observation électorale de la diaspora africaine en Europe atteste que le scrutin des 04 et 10 juillet 2022 en République du Congo a répondu dans l'ensemble aux normes internationales ».

Par ailleurs, la mission conjointe d'observation électorale de la diaspora africaine en Europe a recommandé la poursuite de la formation des agents des bureaux de vote et la sensibilisation des potentiels électeurs.

Fortuné Ibara et Mira Boussiengue (stagiaire)

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimmo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONGO-CÔTE D'IVOIRE

Échange d'expériences en matière de transformation des produits agricoles

En séjour de travail à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a assisté le 27 juillet au lancement officiel du projet Pôle agro-industriel du Nord (Agropole Nord) par son homologue ivoirien, Patrick Achi.

Lancé à Sinématiali, ville de la région du Poro, située à 592 km d'Abidjan, l'Agropole Nord vise à contribuer à l'accroissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays. Ceci à travers la réduction de la dépendance des importations alimentaires et à l'accroissement des exportations des produits agricoles présentant un avantage compétitif.

Anatole Collinet Makosso, dont le pays a fait de l'agriculture un des axes prioritaires du Plan national de développement (PND) 2022-2026, entend capitaliser sur l'expérience ivoirienne pour optimiser la réussite des projets en cours en République du Congo. C'est ainsi qu'il s'est félicité de ce projet ivoirien d'un coût de 167,4 milliards de FCFA. L'objectif étant de valoriser les potentialités agricoles, augmenter le taux de transformation industrielle des produits agricoles, améliorer le revenu des producteurs et créer des emplois pour les jeunes



Anatole Collinet Makosso et Patrick Achi à l'Agropole Nord

et les femmes de ces régions.

En effet, le projet s'inscrit dans le cadre de la politique agricole du gouvernement visant à multiplier les pôles de compétences, d'innovation et de développement des différentes filières agricoles, cible les filières mangue, anacarde, karité, riz, maïs, maraîchers, viande et aquaculture.

Le chef du gouvernement ivoirien, Patrick Achi, a salué la présence de son homologue congolais en ces termes : « *De mémoire d'officielle, c'est la première fois que je vois un Premier ministre arrivant dans un pays pour une mission bien spécifique, pour un délai relativement court, prendre de son temps pour venir faire ce long trajet jusqu'au nord de notre pays, passer toute une journée avec nous pour assister à cet événement majeur important pour nos populations. C'est ça le signe de la fraternité* », a-t-il reconnu.

Parfait Wilfried Douniama

CONSOMMATION

Optimiser les coûts de transport pour éviter l'envolée des prix alimentaires

Le transport des produits alimentaires depuis les bassins de production vers les centres de consommation constitue le maillon essentiel du plan de résilience sur la crise alimentaire du gouvernement. Des cadres nationaux se sont réunis, le 27 juillet à Brazzaville, pour tenter de formuler les pistes de solution en vue de l'optimisation des coûts de transport nécessaires à la maîtrise des prix alimentaires.



Les participants à l'atelier national/Adiac

La rencontre des principaux acteurs du secteur des transports (port, terrestre et aérien) s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan de résilience sur la crise alimentaire élaboré par le gouvernement pour juguler l'envolée des prix des produits. D'après le directeur général du Conseil congolais

des chargeurs (CCC), Dominique Fabrice Koumou-Boulas, la réduction des prix sur le marché nécessite l'optimisation des coûts d'achat depuis la chaîne d'approvisionnement jusqu'à la maîtrise des coûts et délais de passage et de corridor de transit.

Le CCC vient de réaliser, à ce

sujet, une étude sur les coûts et délais de passage portuaire et corridor de transit, visant à permettre aux pouvoirs publics d'optimiser sur les coûts des plateformes portuaires et les corridors. Par exemple, pour acheminer un conteneur du Port de Pointe-Noire à Brazzaville, sur la nationale 1, les prélève-

ments représentent plus de 260 000 francs CFA, ce qui va repercuter sur les prix de vente sur le marché et le panier de la ménagère. Les experts suggèrent au gouvernement de renforcer la réglementation nationale sur la taxe et parafiscalité.

Le problème de la vie chère est lié donc à l'absence de l'optimisation des coûts de transports et de la chaîne logistique, a réitéré Dominique Fabrice Koumou-Boulas. « *Il appartient au gouvernement de régler l'étendue de la parafiscalité et l'émission des coûts sur le transport en dehors du cadre légal. Si les taxes prélevées le long des corridors ne sont pas soutenues par les textes, il faut les supprimer. Toutes les structures présentes sur les plateformes portuaires et les corridors ne sont pas habilitées à taxer les transporteurs* », a-t-il signifié.

Notons que le Plan de résilience définit un dispositif de

suivi-évaluation, avec des indicateurs qui orientent la réalisation de l'ensemble des mesures édictées. En matière de facilitation de transport des produits alimentaires, ce Plan a prévu un budget de 63 milliards francs CFA pour des actions à court terme (trois mois). Il s'agit d'accroître le ravitaillement par la route nationale n°1, qui part de la façade maritime jusqu'à Brazzaville, et la route nationale n°2, qui part de Brazzaville à Ouesso.

Le Plan de résilience a également prévu, a ajouté Corneille Mampouya, le directeur général du Plan, l'amélioration de la voie ferrée du Chemin de fer Congo-océan, qui relie Brazzaville et Pointe-Noire, traversant les localités peuplées. Il y a également l'équipement des ports autonomes (Brazzaville, Oyo), de même que la fluidité du trafic sur le fleuve Congo, le fleuve Kouilou, l'Oubangui, la Sangha, la Likouala-Mossaka, la Léfini...

Fiacre Kombo

GOUVERNANCE

Un carnaval pour sensibiliser à la lutte contre la corruption

Le président de la Haute autorité de lutte contre la corruption (HALC), Emmanuel Olita Ondongo, a lancé le 27 juillet un carnaval qui a arpenté les artères de Brazzaville avec pour message : « Tous, mobilisons-nous contre la corruption. Sinon, elle nous détruira ».

Le carnaval de sensibilisation de la population à la lutte contre la corruption est parti du siège de la Haute autorité de lutte contre la corruption en passant par les directions générales du Trésor ; des Impôts ; des Douanes ; la Caisse nationale de la sécurité sociale ; le ministère des Finances et du Budget ; la Caisse congolaise d'amortissement ; le Commandement territorial des forces de police... Les prospectus expliquant les missions de la HALC, le sens du combat contre la corruption ont été mis à la disposition des travailleurs de ces structures ainsi que les passants à travers des artères de la capitale. Le carnaval ponctué d'arrêts d'animation par un orchestre de la place et un groupe théâtrale : des chants et des sketches pour faire passer le message de sensibilisation.

La lutte contre la corruption exige, en effet, l'implication de tous. C'est ainsi que l'initiative a obéi à la nécessité de contribuer à l'adhésion de l'opinion à lutter contre ce fléau par la dénonciation des faits de corruption. 1023 est le numéro vert consacré à cet effet. « Dénoncer est votre droit et un défi à votre portée », pouvait-on lire sur les prospectus distribués. Une manière d'encourager la population à utiliser



Le président de la HALC donnant le coup d'envoi du carnaval/Adiac

ce contact téléphonique pour dénoncer.

Dans son mot de circonstance, le président de la HALC, Emmanuel

Olita Ondongo, s'est dit satisfait de la bonne tenue de ce carnaval de sensibilisation. Il a, par ailleurs, souligné que le pays a fait quelques ef-

forts pour redorer son blason en matière de lutte contre la corruption à l'échelle internationale. « Le Congo vient de gagner trois places au

classement mondial sur l'indice de perception de la corruption, selon la dernière étude réalisée en 2021 par Transparency International, passant de la 165e place à la 162e sur 180 pays », a-t-il fait savoir. En deux ans d'exercice de la HALC, a-t-il poursuivi, le Congo a pu glaner ces trois places qu'il a attendues quinze ans durant.

En rappel, les membres de la HALC ont été nommés le 27 juillet 2020. Ils ont prêté serment devant la Cour d'Appel de Brazzaville pour accomplir leur mission avec probité, intégrité, impartialité et objectivité dans le respect de la Constitution, des lois et règlements de la République. Leur mission : prévenir et lutter contre la corruption, la concussion et la fraude et les infractions assimilées.

A l'issue du carnaval de sensibilisation, le président de la HALC a appelé les membres de la structure à redoubler d'efforts, à travailler d'arrache-pied en vue d'améliorer les performances et atteindre les objectifs fixés. Selon Emmanuel Olita Ondongo, il est question de permettre au Congo de gagner encore plus de points ou de places au classement mondial sur l'indice de perception de la corruption.

Rominique Makaya

« Dénoncer est votre droit et un défi à votre portée »

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

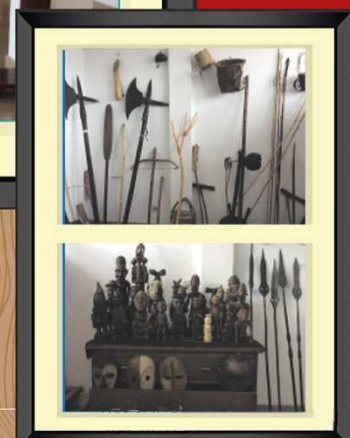
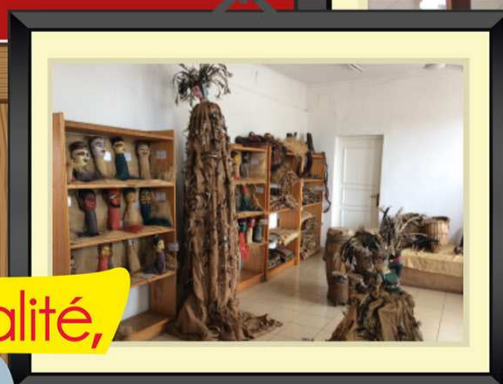
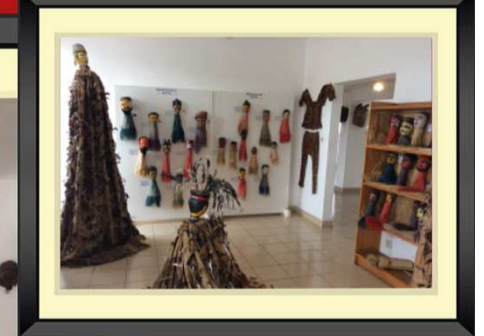
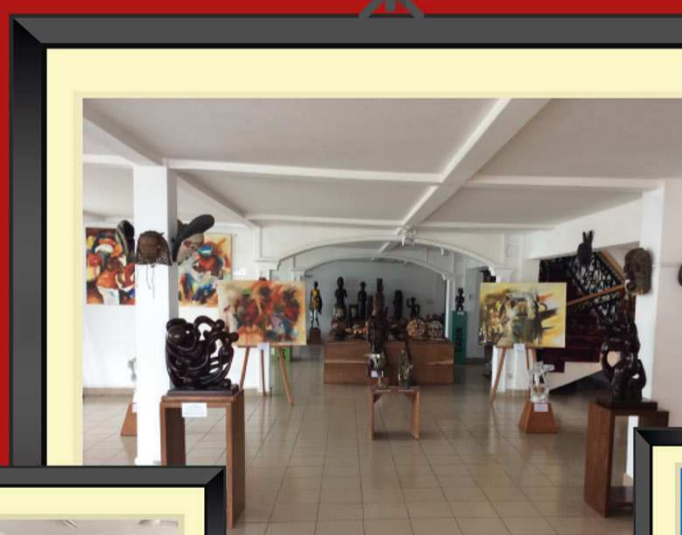
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Des moyens roulants pour des missions éducatives

Douze véhicules, tout terrain, ont été mis à la disposition des directions départementales de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, pour l'exécution des activités du Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif (Praased) financé par la Banque mondiale.

Les véhicules réceptionnés, le 26 juillet à Brazzaville, par le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, vont renforcer les capacités opérationnelles des directions départementales dans la réalisation de leurs missions éducatives. « Ils vont faciliter la distribution des supports et matériels didactiques, la collecte des statistiques, l'enrôlement biométrique des enseignants, la formation

« Ils vont faciliter la distribution des supports et matériels didactiques, la collecte des statistiques, l'enrôlement biométrique des enseignants, la formation décentralisée sur les nouveaux programmes »

décentralisée sur les nouveaux programmes », a indiqué le coordonnateur du Praased, Calixte Kolyardo. Par ailleurs, la chargée de l'éducation à la Banque mondiale, Yvette Sacadura, a abondé dans le même sens évoquant l'appui à la logistique nécessaire à la formation et à l'encadrement des enseignants à travers le pays, des zones enclavées y compris. Ces douze véhicules couvrent, en effet, les douze départements.

Le ministre Jean Luc Mouthou, qui a officiellement reçu ces véhicules, a attiré l'attention des usagers qui ne sont autres que les directeurs départementaux. « Ces véhicules ne sont pas destinés à transporter du charbon, du bois, du ciment... Faites-en bon usage pour l'amélioration du système éducatif », a-t-il souligné tout en remerciant



Des moyens roulants mis à disposition pour des missions éducatives/Adiac

« Ces véhicules ne sont pas destinés à transporter du charbon, du bois, du ciment... Faites-en bon usage pour l'amélioration du système éducatif »,

la Banque mondiale.

Le Praased, rappelons-le, couvre l'ensemble des secteurs de l'enseignement avec pour objectif d'améliorer le rendement scolaire au primaire et au collège. Le projet s'appuie sur trois composantes conformément à la stratégie sectorielle de l'éducation. Assurer un en-

seignement de qualité pour tous ; améliorer la qualité et la gestion des ressources, notamment le personnel enseignant ; améliorer les performances du système. Les véhicules, qui viennent d'être mis à disposition à deux mois de la rentrée scolaire, contribuent à la réalisation de ces objectifs.

Rominique Makaya

BACCALAURÉAT 2022

La major Vanité Ngatsé honorée

Âgée de 18 ans, Vanité Iona Ngatsé a obtenu son bac série littéraire avec la moyenne de 16,04, la première au niveau national. La major de promo 2022 vient du lycée d'Ollombo, dans les Plateaux. Elle a été reçue par le député d'Ollombo 1, Bruno Jean-Richard Itoua, avec la promesse de soutien pour les études supérieures à l'étranger.

Le secret de la brillante adolescente est le travail. Vanité Iona Ngatsé Dayana a passé tout son cursus, du 6e en terminale, dans le même établissement d'Ollombo. « Se donner à fond dans le travail, faire de mes cahiers mes meilleurs amis, c'est ça mon secret », a confié la bachelière accompagnée de son père géniteur. Elle a émis le vœu de poursuivre les études en Relations internationales, de préférence en Russie.

L'élève a profité de la rencontre pour formuler une demande d'appui financier à l'endroit du député et ministre, Bruno Jean-Richard Itoua, ainsi que des autorités du pays. Une demande qui a trouvé un écho favorable auprès de l'élu d'Ollombo, qui a promis soutenir la jeune fille, lui remettant symboliquement



Vanité Iona Ngatsé (au centre) et Bruno Jean-Richard Itoua (à droite)

une tablette et une enveloppe. Pour le député d'Ollombo, Bruno Jean-Richard Itoua, la réussite de l'adolescente honore non seulement la localité, mais aussi le système éducatif congolais dans toute sa dimension.

« Le succès de la jeune fille est lourd de symbole, parce qu'il intervient pratiquement au moment où je suis en campagne pour ce nouveau mandat que les citoyens et citoyennes de la première circonscription d'Ollombo ont bien voulu m'accorder pour la quatrième fois. C'est haut de symbole, ceux qui m'ont accompagné pour la campagne savent que là-bas on dit "Ollombo obosso", ça veut dire toujours devant », a-t-il déclaré.

Fiacre Kombo

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'UCESIF

Emilienne Raoul évoque la nécessité de préserver le bassin du Congo

La présidente du Conseil économique, social et environnemental (Cese), Emilienne Raoul, a pris récemment part, à Paris en France, à l'assemblée générale de l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires des Etats et gouvernements membres de la Francophonie (Ucesif).

La représentante de la République du Congo, Emilienne Raoul, a dégagé plusieurs axes de réflexion portés sur le dérèglement climatique, la préservation du bassin du Congo, la problématique de la lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes dans l'espace francophone.

Elle aussi mis un accent sur l'approfondissement des échanges et sur le partage d'expériences pour l'avenir des Cese. L'assemblée générale de l'Ucesif a permis aux Conseils membres de se retrouver physiquement, pour la première fois, après deux années rendues difficiles par le contexte sanitaire. Les échanges ont permis d'identifier plusieurs sujets politiques sur lesquels pourraient se pencher les membres dans un cadre multilatéral, l'environnement, l'employabilité des jeunes, l'insertion des femmes ou encore la gouvernance des biens communs. Ces



Émilienne Raoul plaidant pour le chômage des jeunes en France/Adiac

travaux politiques seront complétés par plusieurs coopérations techniques visant à renforcer les capacités des Conseils francophones de par le monde dans les

prochaines années. Des sujets d'intérêt commun qui s'inscrivent dans la volonté d'un dialogue démocratique en leur sein et entre les acteurs de la vie

économique, sociale et environnementale de leur pays. L'occasion a permis d'entériner le changement de gouvernance faisant suite à la présidence du

Conseil guinéen. L'organe francophone a élu, au cours de ces assises, les membres du bureau dont la présidence sera assurée par la France, la première vice-présidence par la Côte d'Ivoire, pour une durée de trois ans. La Roumanie, le Gabon et la Mauritanie occuperont les trois vice-présidences. Le Bénin pourvoira le poste de Trésorier tandis que le Mali celui de vice-trésorier. La participation en présentiel de dix-sept Conseils, dont celui du Congo, et les interventions de la secrétaire d'Etat en charge du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou, et du numéro deux de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Geoffroi Montpetit, sont venues illustrer l'importance des enjeux portés par la société civile organisée.

Fortuné Ibara

TRIBUNE

L'armée chinoise s'engage activement dans la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité et la promotion de la sécurité et du développement mondiaux

Le 1er août 2022 marquera le 95e anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération de Chine.

Au cours des 95 ans écoulés, sous la ferme direction du Comité central du Parti communiste chinois (PCC), l'armée chinoise a parcouru un chemin extraordinaire. Elle a vécu les épreuves de sang et de feu à l'époque des guerres révolutionnaires et a accompli des exploits impérisables après la fondation de la Chine nouvelle.

Depuis le XVIII^e Congrès national du PCC en 2012, le Comité central rassemblé autour du camarade Xi Jinping, visant la réalisation du rêve chinois pour le grand renouveau national, a créé « la Pensée de Xi Jinping sur la montée en puissance de l'armée », à la suite des recherches théoriques et pratiques innovantes. Dans le rapport du XIX^e Congrès national du PCC publié en 2017, le président Xi Jinping a souligné que l'objectif de la montée en puissance de l'armée chinoise consiste à construire une armée du peuple selon le principe dit « l'obéissance au commandement du Parti, l'excellente aptitude au combat et un style de travail exemplaire », afin d'élever l'armée chinoise au premier rang mondial. Dans la nouvelle ère, l'armée chinoise fait face aux nouveaux changements de circonstances intérieures et extérieures. Ses vocations et missions s'amplifient et ses édifications et développements sont soumis aux critères encore plus exigeants.

Tout en défendant la sécurité, la souverai-

neté et les intérêts de développement nationaux, l'armée chinoise s'engage activement à poursuivre la coopération internationale en matière de défense en vue de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité dans le monde. Elle a mis en œuvre l'Initiative pour la sécurité mondiale (ISM) et l'Initiative pour le développement mondial (IDM) par des actions concrètes et apporte sa contribution à la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité.

Adoptant un concept global de sécurité nationale, la Chine met l'accent non seulement sur sa propre sécurité, mais également sur la sécurité commune du monde et de la région. Elle appelle toutes les parties à travailler dans le même sens pour réaliser une sécurité mutuellement bénéfique. La Chine porte une vision de sécurité commune, intégrée, coopérative et durable et préconise de poursuivre une voie de sécurité gagnant-gagnant par tous et pour tous. Cette proposition est soutenue par nombre de pays du monde, y compris ceux d'Afrique. En tant que nouveau type de concept, la vision de la Chine sur la sécurité rejette les vieilles mentalités de la guerre froide « soit un ami soit un ennemi » et de confrontation à somme nulle. La Chine préconise de respecter et de garantir la sécurité de chaque pays et s'oppose à la recherche d'une sécurité absolue au détriment de celle d'autrui. Elle appelle à résoudre des conflits de manière pacifique et à approfondir la confiance mutuelle stratégique à travers le dialogue et la coopération. La Chine propose d'accorder la même

importance au développement et à la sécurité, afin de parvenir au développement et de réaliser une sécurité persistante et solide.

La tradition culturelle chinoise de paix et d'harmonie détermine la nature défensive de la politique de défense nationale de la Chine. La Chine suit inlassablement la voie du développement pacifique et mène toujours une politique étrangère d'indépendance et de paix. Elle sauvegarde la souveraineté, la sécurité et les intérêts de développement avec fermeté, sans jamais prétendre à l'hégémonie, à l'expansion ou à la conquête de sphère d'influence.

L'armée chinoise participe activement aux opérations de maintien de la paix des Nations unies (ONU) et a envoyé des unités dans plusieurs zones d'Afrique. La Chine est l'un des principaux contributeurs financiers aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et le plus grand pourvoyeur des soldats de maintien de la paix parmi les membres permanents du Conseil de sécurité. Jusqu'en septembre 2020, l'armée chinoise a pris part à 25 opérations de maintien de la paix de l'ONU. Plus de 40 000 soldats ont été envoyés, parmi lesquelles 16 ont sacrifié leur vie. L'armée chinoise a construit et réparé plus de 17 000 kilomètres de routes dans les zones de maintien de la paix, a retiré plus de 14 000 mines et d'autres explosifs, a transporté plus de 1,2 million de tonnes de matériaux avec un kilométrage de plus de 13 millions de kilomètres, a traité et sauvé plus de 246 000 blessés et malades et a rempli plus de 450 missions telles que des

escortes armées et des patrouilles à courte et longue distance.

L'armée chinoise s'engage à renforcer la coopération sino-africaine dans le domaine de la défense afin de promouvoir la paix et la sécurité en Afrique. La Chine a établi une base militaire à Djibouti et a dépêché des navires de guerre à effectuer des patrouilles et des escortes régulières dans les eaux de la « Corne de l'Afrique ». Jusqu'en novembre 2019, 33 flottes d'escorte, 106 navires, 71 hélicoptères et plus de 27 000 officiers et soldats qui ont été envoyés dans le golfe d'Aden, ont escorté plus de 6 600 navires et ont fourni de nombreux secours d'urgence aux navires marchands de différents pays. La marine chinoise a mené des escortes et des exercices conjoints avec plus de 20 pays et a renforcé leurs liens et les échanges.

Depuis le déclenchement de l'épidémie de Covid-19, l'armée chinoise mobilise activement des ressources pour assister les pays frères africains à lutter contre ce fléau. Elle leur a fourni des vaccins et des matériaux médicaux d'urgence à plusieurs reprises et y a envoyé des équipes d'experts médicaux militaires. En tant que première à donner un coup de main aux forces armées congolaises, première à leur faire don des matériaux médicaux d'urgence et des vaccins chinois, l'armée chinoise apporte sa contribution à la riposte au Covid-19 et au maintien de la stabilité sociale du Congo.

Ambassade de la République populaire de Chine en République du Congo

DIPLOMATIE

Emmanuel Macron au Bénin

Après une visite au Cameroun, le président français s'est rendu au Bénin ce 27 juillet. Au menu de ce déplacement : la culture et la sécurité.

Le président français Emmanuel Macron a été reçu par son homologue le président Patrice Talon après sa visite au Cameroun.

Les deux hommes visiteront l'exposition consacrée aux 26 œuvres des trésors royaux d'Abomey restituées par Paris en novembre dernier. La culture sera donc au menu de ce déplacement, tout comme les questions sécuritaires.

Les incursions sporadiques de groupes terroristes se multiplient, en effet, depuis des mois dans le nord du Bénin. La visite du président français sera l'occasion pour les deux hommes d'État d'aborder ce sujet.

En mai, les autorités béninoises avaient affirmé avoir recensé près d'une vingtaine d'attaques de groupes armés depuis fin 2021. La situation est scrutée de très près par Paris. Le sujet sera donc au centre des discussions entre les deux présidents. Cotonou devrait ainsi formuler des demandes d'appui.

La France se dit, quant à elle, prête à apporter un soutien concret au Bénin en matière d'appui aérien, de renseignement et d'équipement, ainsi que dans le domaine de la formation, même si Paris s'occupe déjà de la formation des militaires béninois dans le nord du pays.

En outre, la France s'est engagée de-

puis près de quatre ans dans une politique de coopération muséale avec le Bénin. Cette politique s'est traduite par la restitution en novembre dernier de 26 œuvres d'art et par un soutien financier pour la construction du musée qui accueillera à terme ces pièces à Abomey. Sur le sujet des restitutions d'œuvres d'art à l'Afrique, Emmanuel Macron franchira-t-il une nouvelle étape aujourd'hui en annonçant la mise sur pied d'une loi-cadre pour simplifier ces retours ?

De source proche du président français, l'idée de la mise sur pied d'une loi-cadre pour simplifier les retours d'œuvres d'art à l'Afrique avait été formulée en 2018 par Felwine Sarr et Bénédicte Savoy dans leur rapport sur les restitutions. L'historienne est ce mercredi à Cotonou aux côtés du président français.

Aucune rencontre avec l'opposition

Le programme du président français ne prévoit aucune rencontre avec l'opposition. Et pourtant les adversaires politiques de Patrice Talon l'accusent d'avoir abîmé le modèle démocratique béninois.

Les attentes de l'opposition sont essentiellement politiques. Un des leaders du parti Les Démocrates, Tigri Alassane, estime que « la démocratie, les droits de l'homme,



Tête-à-tête entre Patrice Talon et Emmanuel Macron en prélude à la signature de l'acte de transfert de propriété des 26 œuvres. @Présidence du Bénin

sont sérieusement au creux de la vague ». Il explique que les attentes de l'opposition « sont celles de tous les Béninois à savoir la libération de tous les détenus politiques, dont Joël Aivo et Reckya Madougou et la tenue d'élections inclusives et paisibles ». « C'est le minimum que le président Macron de la France, pays des droits de l'homme, est en droit d'exiger du président Talon », ajoute Tigri Alassane. « Le Bénin est à l'opposé des valeurs démocratiques en cours chez Macron », renchérit Candide

Azanaï du parti « Restaurer l'espoir ». Pour le député de la majorité, Abdoulaye Gounou, « ne fait pas venir le président Macron qui veut. Il est à Cotonou grâce à une diplomatie béninoise offensive ». Face aux critiques de l'opposition, Urbain Amégbedji, militant de l'Union progressiste, fait cette mise au point : « Il n'appartient pas à un pays démocratique de demander à un autre de ne pas respecter des lois et des textes. Cela serait surréaliste. Je n'attends pas ça du président Macron, j'attends qu'il nous aide à

approfondir la démocratie qui est la dictature des textes. »

L'entourage du président français avait indiqué, avant cette tournée africaine, que les situations individuelles feraient l'objet de conversations entre chefs d'État.

En rappel, Emmanuel Macron et Paul Biya ont évoqué au cours de son séjour au Cameroun l'influence russe en Afrique. Et le président français de souhaiter que des historiens (français et camerounais) enquêtent sur la colonisation française.

Josiane Mambou Loukoula

AFRIQUE

Le dynamisme du continent entravé par une série de crises

Les acquis du développement de l'Afrique sont menacés par les trois grandes crises actuelles, selon la vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed.

Amina Mohammed intervenait lors d'un dialogue sur le développement africain organisé au siège de l'ONU. Pour le président de l'Assemblée générale des Nations unies, Abdulla Shahid, l'Afrique demeure un continent riche en ressources humaines et naturelles et doté d'un énorme potentiel économique et social inexploité. Mais la pandémie de Covid-19 a « annulé les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies et réduit davantage une marge de manoeuvre budgétaire déjà limitée », a déploré le numéro 2 de l'ONU. La crise sanitaire ayant mis en évidence et exacerbé les inégalités sociales dans presque tous les domaines : distribution des vaccins; croissance économique; accès à l'éducation et aux soins de santé; et pertes d'emplois et de revenus.

Une série de chocs

« De toutes les régions, l'Afrique a, sans doute, connu

les transformations les plus spectaculaires au cours des 76 ans d'histoire des Nations unies. Au cours de cette période, de nombreux pays africains ont lutté pour obtenir et gagner leur indépendance, tout en étant plongés dans des luttes pour le développement socio-économique, la paix et la sécurité », a déclaré Abdulla Shahid. Malgré ces victoires, pour la première fois, depuis plus de 20 ans, la pauvreté a augmenté en Afrique avec les femmes et travailleurs informels touchés de manière disproportionnée. La pandémie a, en effet, entraîné la pire récession économique depuis un demi-siècle en Afrique, avec une contraction du PIB réel de 3% en 2020, sur fond d'accumulation rapide de la dette, a pour sa part remarqué le président du Conseil économique et social, Collen Vixen Kelapile.

Le changement climatique continue lui aussi de menacer l'avenir du continent : « Les sé-

cheresses, les inondations et les ouragans sont de plus en plus nombreux et sévères, et les pays africains sont en première ligne », a énuméré Amina Mohammed. A cela s'ajoute la guerre en Ukraine qui précipite une crise alimentaire, énergétique et financière d'ampleur mondiale frappant l'Afrique de plein fouet. En l'espace de trois mois seulement, 71 millions de personnes dans les pays en développement sont tombées dans la pauvreté, conséquence directe de la flambée des prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie. Les personnes vivant dans des régions, comme le Sahel et la Corne de l'Afrique, sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire. Malgré tout, « l'Afrique que nous voulons » était toujours à portée de main, mais pour y parvenir, « nous devons changer nos mentalités et transformer cette triple crise en une opportunité », a-t-elle souligné.

Des objectifs à la portée du continent

Amina Mohammed a appelé à se concentrer sur plusieurs points, dont la mise en place de cadres et des institutions politiques efficaces et fiables, en appelant à « une réponse politique énergique aux défis d'aujourd'hui », faute de quoi les inégalités risquent « de s'enraciner ». Puis, elle a préconisé des investissements dans les technologies numériques, l'éducation et le développement des compétences, en tant que « catalyseurs de l'industrialisation de l'Afrique » ; le développement des énergies renouvelables et « une approche globale » du financement. Elle a ajouté un besoin d'aide financière immédiate pour passer le cap des prochaines années - par le biais du « réacheminement des droits de tirage spéciaux non utilisés », de l'augmentation des subventions concessionnelles et du renouvellement de l'initiative de suspension du service de la dette.

La COP 27 en Egypte, une « COP africaine » où convergent tous les regards

Amina Mohammed voit en la COP 27, qui se tiendra en Egypte, l'occasion d'une forte mobilisation pour soutenir les pays africains, en particulier leurs besoins et leurs priorités, afin de garantir des progrès significatifs contre le changement climatique. « La COP27 en Égypte sera la COP africaine », a-t-elle déclaré. « L'événement sera l'occasion de s'appuyer sur les résultats de Glasgow et de montrer nos ambitions de tenir les promesses du Programme de développement durable à l'horizon 2030, des Accords de Paris ainsi que l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qu'il s'agisse d'accroître et d'accélérer les investissements dans des solutions d'adaptation au climat protégeant les individus et les écosystèmes, ou de renforcer la résilience pour les crises à venir », a-t-elle conclu.

Noël Ndong



COSUMAF
COMMISSION DE SURVEILLANCE
DU MARCHÉ FINANCIER
DE L'AFRIQUE CENTRALE

AVIS D'APPEL D'OFFRES

WWW.COSUMAF.ORG

Institution : Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) - Libreville, Gabon.

Nom du projet : Mise en œuvre du Schéma Directeur Informatique.

Acheteur : (COSUMAF) - Libreville – Gabon.

Financement : Budget COSUMAF 2022.

Titre de services : Fourniture des équipements Informatiques et services connexes.

Émis le : 28 Juillet 2022.

1. Dans le cadre de la mise en œuvre de son Schéma Directeur du Système d'Information, la COSUMAF recherche des partenaires techniques (fournisseurs, intégrateurs, SSII...) pouvant l'accompagner dans la réalisation de la première phase de ce processus consistant en la fourniture, l'installation, la configuration et la mise en service de son Datacenter et des équipements terminaux ainsi que les services connexes. En outre, une partie du travail consistera à faire la reprise de l'existant quand cela est pertinent.

2. La commission de passation de marchés, en charge de la coordination du projet, sollicite des offres fermées de la part des soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les produits et services sollicités répartis en 6 lots. Les soumissionnaires peuvent participer à un ou plusieurs lots, seuls ou en groupements d'entreprises. Le détail des lots est contenu dans le dossier d'appel d'offres à retirer auprès de la COSUMAF.

Lot 1 : Équipements Data Center

Lot 2 : Équipements bureautiques

Lot 3 : Équipements réseaux

Lot 4 : Système intégré de vidéoconférence et téléphonie IP

Lot 5 : Conception d'une politique de sécurité informatique

Lot 6 : Formations techniques (Systèmes – Réseaux – Sécurité – Management IT...)

Lot 7 : Reprise et l'intégration de l'existant

Le délai de livraison est de 60 jours pour les différents lots. Ce délai peut cependant être réajusté en fonction des lots et en tenant compte des contraintes spécifiques.

3. Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de la Coordination du Projet, email: noubadoum@cosumaf.org; abdelkader@cosumaf.org et s.malonga@cosumaf.org et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres au siège de la COSUMAF à l'adresse mentionnée ci-dessous, de 8h à 15h30.

4. Le Dossier d'Appel d'Offres, notamment les termes de références exhaustifs, peut être acquis par tout soumissionnaire intéressé contre paiement d'une somme de cent cinquante mille FCFA (150 000) non remboursables, payables par virement, chèque ou en espèces. Après paiement de cette somme, le dossier d'appel d'offres est remis en main propre à l'acheteur au siège de la COSUMAF ou envoyé par voie électronique à son adresse.

5. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 20 août 2022 à 15 heures (heure de Libreville). La soumission des offres par voie électro-

nique n'est pas autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires à l'adresse mentionnée ci-dessous le 29 Août 2022 à 10 heures (heure de Libreville).

6. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre pour les montants suivants par lot :

Lot 1 - Équipements Data Center: Un million Cinq Cents Mille FCFA (1 500 000)

Lot 2 - Équipements bureautiques: Cinq cents Mille FCFA (500 000)

Lot 3 - Équipements réseaux: Quatre cents Mille FCFA (400 000)

Lot 4 - Système intégré de vidéoconférence / téléphonie IP: Cent cinquante mille FCFA (150 000)

Lot 5 - Conception d'une politique de sécurité informatique: Cent cinquante mille FCFA (150 000)

Lot 6 - Formations techniques (Systèmes – Réseaux – Sécurité – Management IT...): Cent cinquante mille FCFA (150 000)

7. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est : **Monsieur le Président**
Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF)
95 Avenue SAVORGNAN DE BRAZZA
BP : 1724
Téléphone : +241 11 747191 / Télécopie : +241 11747588

(é) L'Ambassadeur Nagoum YAMASSOU
Le Président

FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« *Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents* »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

✉ fondationmarcelgotene@gmail.com
🌐 www.fondationgotene.com

NÉCROLOGIE



Les familles Nganga, Boumpoutou, la grande famille Bala ba Kwimba et bisi Kahounga ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances du rappel à Dieu de leur frère, père et oncle Alex Nganga Pambou, dit « Glaine », décès survenu le vendredi 22 juillet 2022, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Bacongo au quartier La Glacière, près de l'Eglise Notre Dame du Rosaire, au n°1, de la rue Berlioz.

La date des obsèques sera communiquée, ultérieurement.



**PASCALINE
KAMOKOUÉ**



**Watch Me
TALK**

Vendredi 29/07/2022 de 9h à 19h
Radisson Blu M'Bamou Palace Hôtel
(Brazzaville - République du Congo)
www.watchme-talk.com

**RENDRE POSSIBLE
CE QUI VOUS SEMBLE IMPOSSIBLE**



**DANIÈLE
SASSOU NGUESSO**



**FRANCINE
NTOUMI**



**HERVÉ
ASSAH-MATSIKA**



**BOURGELIE
AMPION**



**MILDRED
MOUKENGA**



**LOÏC
MACKOSSO**

SANTÉ

Une réunion des ministres de la CEEAC prévue pour octobre à Kinshasa

La question a été au centre de l'audience que le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, a accordée récemment à la commissaire chargée des Affaires sociales de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), basée à Libreville au Gabon, Kapinga Yvette Ngandu.

Les deux personnalités ont échangé sur l'organisation de ladite réunion, tout en passant en revue la feuille de route du président de la CEEAC, Félix Tshisekedi, dans le domaine de la santé. « Nous avons évoqué avec le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, la possibilité d'organiser, avant la fin de cette année, toujours dans l'idée de donner corps à la feuille de route de Son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi, une réunion des ministres chargés de la Santé publique qui se tiendra ici à Kinshasa en octobre 2022, pour justement passer en revue la situation sanitaire de notre sous-région et des Etats membres de la CEEAC, mais également pour voir quel est le monitoring qu'on peut faire ensemble en termes du Comité couverture santé universelle », a déclaré Mme Yvette Kapinga. Nous avons, a-t-elle renchéri, parlé des conclusions du précédent sommet de la CEEAC, qui portait justement sur la mandature du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, en tant que président en exercice de la CEEAC.

A en croire Mme Yvette Kapinga, à l'occasion de la désignation du chef de l'Etat congolais par ses pairs, en tant que président en exercice de la CEEAC, il avait annoncé que trois secteurs spécifiques seraient au



Dr Jean-Jacques Mbungani et Kapinga Yvette Ngandu

centre de sa mandature, principalement la santé, la culture et l'éducation. « Ces trois volets constituent la feuille de route de la CEEAC pour l'année en cours. Il était donc opportun de passer en revue l'état d'avancement de ces

trois secteurs », a déclaré Kapinga Yvette Ngandu, au sortir de l'audience. Et de poursuivre : « Nous avons eu également à parler de la situation sécuritaire dans la sous-région, mais également du problème des infrastructures, des

engagements que les Etats ont pris, lors de la réforme de l'institution en 2020, mais aussi des questions climatiques, eu égard à l'approche de la COP27 qui doit se tenir en Egypte en novembre 2022. Dans le cadre de toutes

ces discussions, il fallait que je prenne attache avec le ministre sectoriel, qui tombe sur ma responsabilité, principalement la santé, pour savoir où en sommes-nous par rapport à la feuille de route du chef de l'Etat.

Mme Yvette Kapinga a remercié particulièrement le ministre de la Santé pour tout le travail abattu ensemble avec ses experts techniques, depuis la prise en fonction du président Félix Tshisekedi. « Nous avons pu tenir, depuis le début de l'année, presque une dizaine de réunions techniques qui portent sur la santé. Par exemple, la situation de la covid-19, mais également celle liée à la variole du singe. Il n'y a pas que cela, il y a aussi d'autres préoccupations d'ordre sanitaire telle qu'Ebola, qui est récurrent dans notre sous-région, principalement en RDC », a-t-elle indiqué.

Et la commissaire a, par ailleurs, renseigné que certains bailleurs de fonds avaient alloué des ressources très importantes à la sous-région, principalement à la RDC, et à d'autres pays limitrophes pour essayer de combattre cette maladie. « Donc, il est important que nous puissions nous entretenir régulièrement avec les autorités chargées de la santé publique », a-t-elle fait savoir.

Blandine Lusimana

Les Etats invités à sensibiliser aux dangers de l'hépatite

Prélude à la commémoration, ce 28 juillet, de la Journée mondiale de lutte contre l'hépatite, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a exhorté les gouvernements ainsi que les animateurs des services de santé à faire mieux connaître aux populations les méfaits de cette maladie à l'origine du cancer du foie.

Selon l'organisation onusienne, le monde est actuellement confronté à une nouvelle flambée d'hépatites aiguës inexplicables touchant les enfants. C'est pourquoi l'OMS, en collaboration avec les scientifiques et les responsables politiques des pays concernés, s'efforce de comprendre la cause de ces infections qui ne semblent dues à aucun des cinq types connus de virus de l'hépatite, à savoir A, B, C, D et E. « Cette nouvelle flambée nous rappelle les milliers d'hépatites virales aiguës qui surviennent chaque année chez les enfants, les adolescents et les adultes. La plupart des hépatites aiguës provoquent une maladie bénigne et

passent même inaperçues. Mais dans certains cas, elles peuvent entraîner des complications et être fatales », précise l'OMS en spécifiant qu'en 2019 soixante-dix-huit mille décès sont survenus dans le monde en raison de complications d'infections aiguës par les virus des hépatites A à E. Pour l'OMS, les efforts mondiaux donnent la priorité à l'élimination des hépatites B, C et D. Contrairement à l'hépatite virale aiguë, ces trois infections provoquent une hépatite chronique qui dure plusieurs décennies et se solde par plus d'un million de décès par an dus à la cirrhose ou au cancer du foie. Ces trois types d'infections hépatiques chroniques sont

responsables de plus de 95 % des décès par hépatite. Bien que nous disposions des orientations et des outils nécessaires pour diagnostiquer, traiter et prévenir l'hépatite virale chronique. De tels services sont souvent hors de portée des communautés et ne sont parfois disponibles que dans les hôpitaux centralisés ou spécialisés. Rapprocher l'offre de soins des établissements de santé primaires et des communautés, une des solutions pour contrer la maladie « À l'occasion de la Journée mondiale contre l'hépatite 2022, l'OMS souligne la nécessité de rapprocher l'offre de soins de l'hépatite des établissements de santé primaires et des com-

munités afin que les personnes aient un meilleur accès au traitement et aux soins, quel que soit le type d'hépatite dont elles sont atteintes », a exhorté l'un des responsables de l'institution onusienne avant d'indiquer que l'objectif de l'OMS est d'éliminer l'hépatite virale d'ici à 2030. Mais, pour y parvenir, il est nécessaire que les pays puissent viser les objectifs spécifiques, notamment réduire de 90 % les nouvelles infections par les hépatites B et C, réduire de 65 % les décès dus à la cirrhose et au cancer du foie, s'assurer que 90 % au moins des personnes atteintes des virus de l'hépatite B et C sont diagnostiquées et que 80 % au moins de personnes

puisse bénéficier d'un traitement.

Les statistiques de la maladie

Etayant les résultats de leur enquête liée à la maladie, l'OMS a précisé qu'un million cent mille décès sont causés chaque année par l'hépatite B et C, neuf millions quatre cent mille personnes sont sous traitement contre une infection chronique par le virus de l'hépatite C, 10 % des cas d'infection chronique par le virus de l'hépatite B sont diagnostiqués et 22 % d'entre eux sont traités, alors que 42 % des enfants dans le monde bénéficient de la dose de naissance du vaccin contre l'hépatite B.

Rock Ngassakys

EST DE LA RDC

La CEEAC appelle à la solidarité communautaire

Réunie en 21^e session ordinaire le 25 juillet à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) a invité les pays membres à la solidarité communautaire suivant les principes de la complémentarité.

La situation politique et sécuritaire de la région, notamment à l'est de la RDC, a été largement abordée au cours de cette rencontre qui a réuni plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement. La République du Congo y a été représentée par le Premier ministre, Anatole Colinet Makosso. A l'issue des travaux, les participants ont instruit la commission de la Conférence des chefs d'Etat de la CEEAC à adhérer à la feuille de route de Luanda relative à la cessation des hostilités par les groupes rebelles du M23 et à son retrait immédiat des positions actuellement occupées à l'est de la RDC, conformément au communiqué final du mini-sommet de Nairobi.

En solidarité à la République centrafricaine (RCA), la Conférence s'est engagée

à poursuivre son plaidoyer au Conseil de sécurité des Nations unies pour la levée de l'embargo sur les armes imposé à ce pays membre. C'est ainsi qu'elle a invité le groupe des ambassadeurs des Etats membres de la CEEAC à New York à s'impliquer pour cette cause. S'agissant de la transition politique en République du Tchad, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC se sont félicités du fait qu'en dépit des défis multiples, le processus de transition se poursuit sereinement. Elle a, en effet, salué les différentes étapes importantes déjà franchies, notamment les préparatifs du dialogue national inclusif prévu pour le 20 août prochain. La Conférence a également félicité le Conseil militaire de transition, le gouvernement



Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, avant à son ordre du jour deux points fondamentaux

et le peuple tchadien pour le respect des engagements internationaux auxquels ils ont souscrit.

Notons que cette session qui s'est déroulée sous la présidence du président en exercice de la CEEAC, Félix Antoine Tshisekedi Tshilom-

bo, avait à son ordre du jour deux points fondamentaux. La présentation du rapport d'activités de la Commission au premier semestre 2022 et la situation politique et sécuritaire de la sous-région. La Commission a présenté, à cette occasion,

le rapport sur l'évolution de la situation politique et sécuritaire dans la région depuis la XX^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement tenue le 19 janvier 2022 à Kintélé au Congo.

Parfait Wilfried Douniama

NORD-KIVU

La FBCP condamne l'attaque contre les installations de la Monusco

Pour l'ONG de défense des droits de l'homme, cet acte irréfléchi remet en question l'accord de la liberté et de l'inviolabilité des organismes internationaux en général et de la Mission onusienne dans le pays en particulier.

Dans une réaction du 26 juillet, la Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) a dit condamner, « avec dernière énergie, l'attaque réalisée contre les installations ou locaux de la Force de maintien de la paix de l'ONU par un groupe d'inciviques non identifiés ainsi motivés par certains politiciens congolais ». Face à ces attaques contre les installations de la Mission onusienne à Goma, dans le Nord-Kivu, la FBCP appelle les autorités judiciaires ainsi que de la police de pouvoir réaliser une enquête permettant la traçabilité de ces actes.

Une énorme assurance dans le maintien de la paix

Pour la FBCP, il est évident et important de préciser que la présence des casques bleus dans le territoire congolais constitue une énorme assurance dans



Des manifestants devant les installations de la Monusco/DR

le maintien de la paix. « Et donc, la force de l'ONU ne constitue pas une cible de chasse tel que conçu dans le mental de certains politi-

ciens », a appuyé cette ONG. Cette organisation regrette, par ailleurs, qu'il eut des pertes en vies humaines, plusieurs blessés et des dé-

gâts matériels importants, à la suite de cette attaque du 24 et 25 juillet à Goma et à Butembo, dans le Nord-Kivu. Il est indiqué que le bilan

de deux jours de manifestations contre la présence de la mission de l'ONU en RDC s'élève à quinze morts. Dans ce nombre de victimes, il y a trois casques bleus et douze civils. Selon le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, les enquêtes ont commencé pour savoir d'où est venu cet ordre de tuer. Lors d'une conférence de presse animée conjointement avec le représentant spécial adjoint chargé des opérations, Khassim Diagne, Patrick Muyaya a indiqué qu'il était temps de passer à la désescalade sur le terrain. Sur le processus de retrait de la Monusco de la RDC, ce membre du gouvernement congolais a précisé que cette mission onusienne reste à Goma sur invitation du gouvernement de la RDC. Elle ne peut donc pas, selon Patrick Muyaya, prendre l'option de partir d'elle-même.

Lucien Dianzenza

«...La force de l'ONU ne constitue pas une cible de chasse tel que conçu dans le mental de certains politiciens »,

LIVRES

Les élèves de l'école Ivan-Mamingui reçoivent des recueils de poèmes

Des exemplaires du recueil de poèmes «Cet art qui s'en va nous le reprenons» ont été remis aux élèves dans leur établissement, le 26 juillet, par Alphonse Chardin Nkala, directeur départemental du Livre et de la Lecture publique de Pointe-Noire, en présence de Maurice Polissa, directeur général du complexe scolaire Ivan-Mamingui.

Sorti aux Editions LMI, le recueil de poèmes « Cet art qui s'en va nous le reprenons. Poèmes du Congo d'aujourd'hui » est une compilation de plusieurs poèmes écrits par les poètes de tout âge au nombre desquels figurent les élèves du complexe scolaire privé Ivan-Mamingui situé à Mpaka dans le 6e arrondissement Ngoyo.

Regroupés au sein du club de lecture «Les littéraires», les élèves de Mamingui ont suivi les ateliers d'écriture animés par la poétesse Pauline Ségalat au musée Cercle africain, participé aux rencontres et ateliers autour de l'écriture à l'Institut français du Congo (IFC), échangé avec le Centre de ressources du conte et des arts de l'oralité de Côte Matève autour de l'exposition itinérante « Elle qui dansait hier de nous avoir vus danser » présentant une sélection de photographies de Sophie Gillman et



Photo de famille après la remise du recueil de poèmes aux élèves de Mamingui. Adiac

de poèmes inédits de Pauline Ségalat. Au sortir de ces rencontres, sorte d'éveil poétique longtemps endormi, l'envie d'écrire et de partager ses émotions à travers les poèmes est née chez les enfants.

Maurice Polissa a salué l'engouement et la passion des

élèves pour l'écriture et n'a pas lésiné sur les moyens pour les accompagner dans cette voix qu'ils se frayent comme futurs poètes de demain. Un satisfecit aussi partagé par Alphonse Chardin Nkala qui a encouragé les élèves et le directeur de l'établissement pour son

soutien, ajoutant que leur passion pour l'écriture ne sera pas vaine. «Un projet de jumelage entre le lycée de Bordeaux en France où enseigne Pauline Ségalat et le Complexe scolaire privé Ivan-Mamingui est en cours. Des passerelles d'échanges et de partage entre les lycéens

des deux établissements scolaires sont également amorcées et pourront être concrétisées l'année prochaine », a-t-il dit.

L'IFC de Pointe-Noire, le Centre des ressources de conte et des arts de l'oralité de Côte mateve, le musée Cercle africain, l'itinérante poétesse Pauline Ségalat et la photographe Sophie Gillmann dont les illustrations garnissent merveilleusement bien l'ouvrage à côté des poèmes peuvent être fiers des élèves de Mamingui. Leurs talents feront peut-être d'eux des poètes d'avenir et de dignes successeurs de l'écrivain Jean-Baptiste Tati Loutard qui a écrit, il y a quelques années, les Poèmes de la mer. La lecture d quelques poèmes par les élèves de Mamingui a mis fin à l'activité que tous souhaitent être renouvelée l'année prochaine avec d'autres poèmes et textes inédits.

Hervé Brice Mampouya



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

EN VENTE

Le Protocole de Brazzaville
Une victoire congolaise méconnue
Pierre OBA

Laurent Tongo
LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS
DANS LES ÉTATS MEMBRES
DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

Boubacar Boris DIOP
MURAMBI
Le livre des ossements
Roman
Florence Zoé

Roland BEMBELLY
Code des Hydrocarbures
du Congo
Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAYI
Le Commandant Marien Nguoubi
(1938-1977)
Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique
Préface de Iv Théophile ORENGA

Jacques N'GOULOU
Paradoxe de l'agriculture congolaise
Préface de Jean Joseph BOUYA
Ministre de l'Administration et de la Gouvernance des Gouvernements

Juvénale OBILI
ON EST TOUS QUELQU UN

Roland Bembelly et Annicet Cyriaque Nassy Pratt
Précis de sous-traitance au Congo
Nouvelle réglementation de la sous-traitance pétrolière

Rigobert Sabin BANZANI
Le droit de l'urbanisme au Congo
Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées

Placide MOUNDOUO
PRÉSIDENTS ET MINISTRES
DU CONGO-BRAZZAVILLE
(1958-2021)
Presses Universitaires de Brazzaville

DÉVELOPPEMENT

Brazzaville abrite un salon sur les industries culturelles et créatives

Ouvert par le ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, le 27 juillet, sur le thème « Les industries culturelles et créatives, maillon de la diversification de l'économie congolaise et de la création d'emplois pour les jeunes », le salon s'inscrit dans le cadre de la diversification de l'économie nationale.

L'organisation de ce salon qui est à sa deuxième édition va s'étaler du 27 au 29 juillet. Cet événement témoigne l'intérêt que la République du Congo accorde à la culture en tant que vecteur important de développement humain qui est la croissance économique.

Institué par arrêté n°134/MCA-MF du 27 septembre 2017, le salon des industries culturelles et créatives du Congo, vecteur de création d'emplois dans le milieu juvénile, favorise et renforce le développement social inclusif. En effet, conscient de la place qu'occupe la culture en général et les industries culturelles, en particulier dans le processus de diversification de l'économie congolaise, le président de la République, chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, les a mis en relief dans un certain nombre de documents, à savoir le Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) ; le Plan de développement (PND) et son projet de société devenu le programme du gouvernement intitulé « Ensemble poursuivrons la marche », a indiqué le directeur général des Arts et des Lettres,



Les participants au salon sur les industries culturelles et créatives/Adiac

Marcel Ipari.

Poursuivant ses propos, Marcel Ipari a souligné que les industries culturelles et créatives sont regroupées en sept filières : il s'agit des filières du livre, de la presse et des médias, de la musique et le spectacle vivant, de la cinématographie et de la production audiovisuelle, de l'artisanat d'art, des arts visuels et du patrimoine. Ces industries, tout en présentant un enjeu fondamental pour l'avenir, occupent une place importante dans le développement et la croissance de certains pays en termes d'emplois,

d'innovation et également pour leur rayonnement international. Pour l'Unesco, ces secteurs qui conjuguent création et commercialisation des biens et services se particularisent par l'intangibilité de leur contenu à caractère culturel généralement protégé par le droit d'auteur, a précisé Marcel Ipari.

Redonner aux industries culturelles et créatives une place de choix

Le ministre de la Culture et des Arts a rappelé le rôle de la culture dans le processus de développe-

ment qui avait été énoncé depuis les années 50 par les éminents penseurs et chercheurs africains, à l'instar du poète président Léopold Sédar Senghor, chantre de la négritude. Ce dernier a fait un vibrant plaidoyer en faveur de la culture africaine, en disant avec justesse que « la culture est au commencement et à la fin du développement. »

Poursuivant ses propos, Dieudonné Moyongo a fait savoir que cette prise de conscience de la culture comme facteur de développement, notamment de développement économique a, par la suite, été relayé à partir des années 1980 par des nombreux débats au sein des instances internationales. Cette volonté d'amplifier et de renforcer la contribution des arts et de la culture au développement et à l'intégration socioéconomique a conduit à l'élaboration et à l'adoption des plans d'actions continentiels et à la prise des divers instruments en faveur des industries culturelles et créatives. C'est le cas

de la Charte culturelle de l'Afrique en 1978 ; du Plan d'action de Dakar sur les industries culturelles en 1992 ; du Plan d'action de Lagos en 1980-2000 ; de la Charte de la renaissance culturelle africaine en 2006 ; du Plan d'action de l'Union africaine sur les industries culturelles et artistiques en 2008 ; de la Loi modèle de l'Union africaine sur la protection des biens et du patrimoine culturel en 2018 ; des Statuts de la Commission africaine de l'audiovisuel et de cinéma en 2019 ; de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Tous ces cadres normatifs ne visaient qu'un objectif, celui de redonner à la culture et, plus particulièrement, aux industries culturelles et créatives une place de choix. « Dans sa ferme volonté de transformer le secteur de la culture et des arts en un secteur générateur des revenus, le président de la République, grand protecteur des arts et des lettres, a décidé dans le cadre du Plan national de développement 2022-2026 de renforcer l'offre des services administratifs culturels et du Patrimoine naturel et culturel ; renforcer les capacités opérationnelles des institutions, du personnel... », a conclu le ministre. Il est prévu, au cours de ce salon, des conférences et ateliers de formation.

Bruno Okokana
et Guynelvie Boungou

TRANSFERTS

Fernand Mayembo à Ajaccio, c'est fait

Annoncée depuis plusieurs semaines, l'arrivée de Fernand Mayembo à l'AC Ajaccio est désormais effective : l'international congolais a signé pour deux ans en faveur du club corse.

Après 83 matches de Ligue 2 et 26 de National 1, Fernand Mayembo va découvrir la Ligue 1 : le natif de Brazzaville s'est engagé lundi en faveur de l'AC Ajaccio, promue dans l'élite française.

Le robuste défenseur central a paraphé un bail de deux ans, plus une saison en option, avec le second de l'exercice 2022 de Ligue 2.

Formé à Châteauroux, puis à Niort, « Fédé » est ensuite passé par Grenoble (26 matches de N1) avant de se fixer au Havre à l'été 2018.

En Normandie, il va poursuivre sa progression et devenir titulaire puis pilier de la défense de Paul Le Guen. Mais, des résultats collectifs décevants (7e, 6e, 12e et 8e) et plusieurs blessures à la cuisse vont empêcher Mayembo de franchir les paliers escomptés.

Ainsi, celui qui est devenu la valeur sûre de la défense du Congo, n'a joué que 18 matches de Ligue 2 la saison dernière.

Cela n'a pas éteint les convoitises de l'AC Ajaccio et de son coordinateur sportif, Johann Cavalli : « Il a de grandes qualités athlétiques. Il est rapide, costaud dans les duels. C'est un joueur de caractère avec un très bon jeu de tête. Je connais Fernand depuis



Fernand Mayembo et le staff technique de l'AC Ajaccio (ac-ajaccio-corsica)

longtemps, j'ai joué contre lui dans sa zone, c'est le genre de joueur que j'aime beaucoup, pas facile à avoir sur le dos. Fernand fait partie des meilleurs défenseurs de Ligue 2 ».

Rappelons que l'ancien milieu offensif était capitaine de l'ACA lors du match de barrage face au Havre, en mai 2018, qui s'était terminé en bagarre générale et en violence entre supporters.

Depuis, les relations sont tendues entre les deux publics et le

transfert de Mayembo, pas encore Havrais à l'époque de faits, a été fraîchement accueilli par les supporters du HAC.

Qu'importe, puisque le Congolais tourne la page normande pour écrire un nouveau chapitre : la Ligue 1. Il y portera le numéro 77, en souvenir de la Seine-et-Marne où il a grandi et fait ses premiers pas de footballeurs (à Melun, avant de partir à Bretigny, dans l'Essonne).

A l'ACA, qui aurait déboursé 300

000 euros pour racheter ses deux dernières années de contrat, Mayembo va retrouver Bevic Moussiti Oko, co-équipier en sélection nationale.

Après une lourde suspension et des blessures qui l'ont privé des sept derniers matches des Diables rouges, Mayembo fera son retour, en septembre, pour les deux matches cruciaux face au Soudan du Sud. Auréolé d'un nouveau statut, celui de joueur de Ligue 1.

Camille Delourme

SPORT DE TRAVAIL

Les dates de renouvellement des ligues départementales sont connues

La Fédération congolaise du sport de travail a publié, le 26 juillet, le calendrier de renouvellement des instances départementales. Selon les dirigeants, cette opération vise une bonne préparation des structures sous-tutelle. Ces assemblées générales se tiendront cette année et vont concerner sept départements du Congo. Le chronogramme prévoit que Brazzaville et les Plateaux seront les premiers puisqu'ils tiendront leurs réunions le 16 août, suivis du Niari et de la Cuvette le lendemain du même mois, tandis que Pointe-Noire et la Sangha organiseront leurs assemblées le 18 août. Le dépôt des dossiers de candidatures a débuté le 27 juillet et sera clos le 3 août prochain.

Mira Boussiengue (stagiaire)

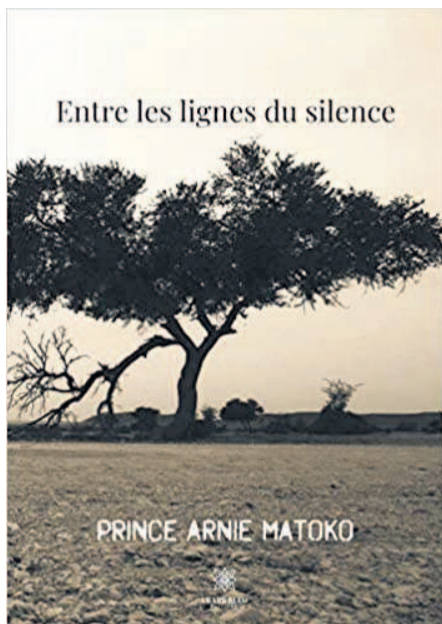
PRIX MILA DU LIVRE FRANCOPHONE 2022

Un ouvrage congolais en finale

Suite à l'appel à candidatures lancé en avril dernier, dans le cadre du Prix Mila du livre francophone 2022, cinq ouvrages ont été sélectionnés pour la finale. Parmi eux: « Entre les lignes du silence » de l'écrivain congolais Prince Arnie Matoko.

C'était au total dix-huit ouvrages en provenance de huit pays d'Afrique, du Canada et de la France, qui avaient été enregistrés dans le cadre du prix Mila du livre francophone 2022. Au terme de l'examen des candidatures par les membres du jury, cinq ouvrages se sont fortement illustrés et c'est à travers eux que se jouera la finale de cette compétition littéraire. Il s'agit de : « Entre les lignes du silence » de Prince Arnie Matoko, un recueil de poème publié aux éditions Lys bleue ; « Les veuves de Bifoula » de l'écrivain gabonais Arnel Oyama, un roman publié aux éditions Odem ; « Veni, Vidi, Vixi » de l'écrivain ivoirien David Landry So, un roman édité par GNK ; « Raison d'Etat » du Béninois Ferdinand S. Missohou, une pièce de théâtre publiée chez Paragon ; et enfin « Les mandés » du Canadien, une pièce de théâtre publiée à compte d'auteur.

Portant l'étendard du Congo, lors de cet événement, Prince Arnie Matoko est né à Pointe-Noire en République du Congo. Poète, nouvelliste et moraliste,



il est passionné de littérature et écrit depuis son jeune âge. Son recueil de poèmes « Entre les lignes du silence », publié en 2020 et sélectionné en finale prix Mila du livre francophone 2022, est un assemblage cohérent de poèmes qui définissent plusieurs thèmes, notamment la divinité, l'humanité, la patrie, l'école, l'amour, la nature... Ouvertes sur le monde, l'Afrique et le Congo, les pages de ce livre sont une invite du changement des ennemis de la nature en

bons terriotes ; des barbares, criminels et délinquants en citoyens respectueux des lois et de l'humanité. Aussi, l'ouvrage est l'espérance d'une meilleure gestion de la cité pour une meilleure interaction entre gouvernants et gouvernés.

Créé en 2017 dans le cadre du Meeting international du livre et des arts associés (Mila), le prix Mila du livre francophone est un prix annuel qui récompense une œuvre écrite en français. Cette année, l'écrivain Jean-Philippe Ouguin est le président du jury, chargé de la désignation du lauréat parmi les cinq finalistes susmentionnés. Le compte à rebours est donc lancé pour découvrir qui succédera à Véronique Kouassi, autrice ivoirienne du roman « Esther, mémoire d'une vie ». La cinquième édition du Mila se tiendra du 26 au 28 octobre à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Merveille Atipo

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Diabes noirs et Cara s'illustrent à l'extérieur

Vainqueurs de la première manche des quarts de finale, les Diabes noirs, le Club athlétique renaissance aiglons(Cara), l'AS Otohô et Interclub de Dolisie doivent donner le meilleur d'eux-mêmes pour confirmer le jeudi et vendredi leur avantage et valider leur présence dans le dernier carré.

Lors des quarts de finale aller, les Diabes noirs sont allés s'imposer à Pointe-Noire (2-0) devant V Club Mokanda. Les Diablotins aborderont la manche retour le 29 juillet, avec un avantage psychologique conséquent surtout celui d'évoluer devant son public.

En cas de qualification, les Diablotins pourraient affronter les Aiglons qui ont fait le premier pas en dominant, à Pointe-Noire, l'AS Cheminots (2-1). Cara jouera son match retour au stade Alphonse-Massamba-Débat, le 28 juillet. A Owando, l'AS Otohô a battu l'Etoile du Congo (2-0). Revanchards, les Stelliens ambitionnent de tout donner, le 29 juillet, pour renverser la vapeur. La tâche ne sera pas aisée face à l'AS Otohô qui court après sa première Coupe nationale, le seul trophée qui manque à son palmarès.

Dans le derby des Inter, la formation de Dolisie a pris un léger avantage (1-0) sur celle de Brazzaville. La qualification se jouera à Brazzaville face aux expérimentés Interclub. Le vainqueur affrontera en demi-finale celui d'Etoile du Congo -AS Otohô.

James Golden Eloué



NÉCROLOGIE

Véran Carrhol Yanga, journaliste à La Semaine Africaine, les familles Yanga et Mavoungou ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances du rappel à Dieu de leur frère, Gildas Mavoungou, survenu le dimanche 17 juillet 2022, à l'hôpital général de Loandjiji, à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au quartier Makayabou n°418, au terminus des bus et "Cent Cent".

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



Mme Victorine Rachel Taty, présidente de l'Association en réseau des diplômés de l'Institut supérieur de Gestion en sigle (ISGARD Le Réseau), informe les membres, les anciens élèves de l'Institut supérieur de gestion (ISG), de l'Institut national des sciences économiques, juridiques, administratives et de Gestion (INSEJAG) du décès de l'ancien Juste Wemeni de la promotion 1986, option Finance et Comptabilité, survenu le 23 juillet 2022 à Lavale au Canada.

Pour toutes informations veuillez contacter les numéros : +242 06 651 17 17 / 06 571 11 11 / 05 536 76 30

IN MEMORIAM

27 juillet 2020 - 27 juillet 2022

Il y a deux ans, jour pour jour, que disparaissait sous nos regards, Luc Mayouma, cadre au PABPS.

En ce jour mémorable de triste anniversaire, la famille et tes enfants viennent exprimer leur gratitude envers Dieu Tout-puissant, et prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

A cette occasion une messe d'action de grâce sera dite dans les différentes paroisses de la ville.

Papa Luc Mayouma, nous n'oublierons jamais tes conseils, ta générosité.

Bref tes souvenirs resteront gravés à jamais dans nos cœurs meurtris.

Que le bon Dieu de miséricorde t'accorde une place dans sa demeure éternelle.

Luc Forever



ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE



ONYCOM PRÉSENTE



CONCERT

عيسى

30
JUIL
17H

BRAZZAVILLE

📍 PALAIS DES CONGRÈS

FALLY IPUA



STANDARD TICKET: 10.000 FCFA

CONTACTS : +242056268856 / +242068016527



DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Les ZAP, un pas vers la mécanisation de l'agriculture au Congo

Mises en œuvre dans quelques départements depuis environ un an, les Zones agricoles protégées (ZAP) sont une stratégie de développement des activités agropastorales et halieutiques inspirée par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso, et exécutée à travers le Plan national de développement (PND) 2022-2026.

Actuellement, neuf ZAP ont été créées dans huit départements dont huit sont fonctionnelles. Il s'agit, entre autres, des ZAP de Malolo (district de Louvaku, département du Niari), Mayomina (sous-préfecture de Loudima, département de la Bouenza) et Oyendzé (district de Ngoko, département de la Cuvette). Selon le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, organe d'exécution du projet, l'objectif est d'atteindre cent ZAP à l'horizon 2026, correspondant à la fin du quinquennat du président de la République.

Denis Sassou N'Gusso qui a visité le 26 juillet les deux ZAP opérationnelles dans le département de Plateaux, notamment à Etsouali et Ngo-Kouraté, y voit un début de la politique de mécanisation de l'agriculture en République du Congo. « La promesse faite pendant la campagne électorale se concrétise maintenant, on va vers la mécanisation de l'agriculture dans le pays et nous ne serons plus dépendants des autres peuples. Un peuple qui ne produit pas ce qu'il consomme n'est pas un peuple libre. Nous allons donc produire ici, vous n'avez pas le droit de vous décourager, les résultats sont-là et nous allons poursuivre la marche plus loin ensemble », a déclaré le chef de

l'Etat à Ngo-Kouraté devant les producteurs agricoles.

En effet, la première expérience dans la mise en œuvre de cette politique a été jugée concluante au regard des résultats obtenus sur le terrain. Le gouvernement qui a mis des semences à la disposition des producteurs agricoles et aménagé les espaces s'est dit satisfait de voir le nombre de tonnes de maïs récoltées à Mayomina (50 tonnes) et Ngo-Kouraté (60 tonnes), en dépit des aléas climatiques. Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, n'a pas caché sa détermination à conduire ce projet à bon port : « *Ce sont des espaces dans lesquels les producteurs ont beaucoup plus de surface, ce qui veut dire qu'en termes de revenus c'est beaucoup plus intéressant, c'est-à-dire en additionnant la production des différents espaces. La production nationale va augmenter, c'est un moyen pour nous d'augmenter plus rapidement la production nationale. Nous n'avons pas beaucoup d'entreprises, notamment à l'intérieur du pays, l'existence des ZAP est une base pour la construction d'un certain tissu économique* », a-t-il laissé entendre, annonçant l'implantation sous-peu des forages



Le président Denis Sassou N'Gusso encourageant les producteurs de Ngo-Kouraté DR

industriels dans les différentes ZAP.

Afin de préparer les producteurs agricoles à assurer la relève dans l'avenir et en tenant compte de leurs besoins, des formations sont dispensées dans les différentes ZAP. Elles portent en majorité sur les techniques agricoles. Les membres des groupements agricoles suivront également dans un prochain avenir une formation sur la gestion des coopératives. « *Ce qui est important c'est le fait que le gouvernement a don-*

né le top. Nous demandons aux différents producteurs de commencer à travailler pour leur futur. Aujourd'hui, nous sommes très ravis parce que les producteurs commencent à comprendre que le gouvernement a lancé les ZAP, progressivement ils vont prendre le relai », s'est réjoui le directeur général de l'agriculture, Paul Raphaël Ongouala.

Dans un premier temps, l'accent est mis sur la culture du maïs et du soja qui sont deux éléments importants dans la

production de l'aliment de bétail. « *Comme vous le savez, dans notre pays les importations sont plus d'origine animale, notamment des produits carnés. Pour résoudre ce problème, nous devons mettre un accent sur la production de l'aliment de bétail, or pour y arriver nous devons avoir le maïs et le soja. Mais, nous n'oublions pas le manioc qui est l'aliment de base dans notre pays* », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

MUSIQUE

Simbou Vili va lancer l'album «Femme noire» à Brazzaville

En sourdine juste après la sortie de l'album *Femme noire*, l'artiste-chanteuse-plasticienne Simbou Vili, lancée dans le grand bain de la scène par Nzongo'Soul, se rend au Congo pour la promotion de son dernier opus. Décryptage de cette stratégie de relance.

À la sortie de l'opus, il y a deux ans, Simbou Vili espérait avoir servi à ses mélomanes le fruit d'un travail musical élaboré par des mélodies, douces pour certaines, et entraînantes, voire entêtantes pour d'autres. C'était sa manière de raconter sa nostalgie spirituelle du Congo.

Hélas ! Les adeptes de la musique classée entre rumba, afro-beat et afro-pop, avaient réservé un accueil mitigé à son travail teinté d'une ferme envie musicale de prendre racine dans la tradition, dans les aspects sociologiques et philosophiques vili.

Mais revoilà Simbou Vili, capable d'aller jusqu'au Congo pour mettre en valeur *Femme noire*, composé de morceaux à travers lesquels elle excelle par sa performance vocale à la voix de velours, une invitation à l'évasion, au dépayse-



ment et à la réflexion quant à la revendication de l'héritage culturel de ses ancêtres.

Dans *Femme noire*, ce sont neuf titres chantés en vili, lingala et français : une variété de thèmes assurée. Dans *Kumulongo* au son des tambours du Congo et des rituels d'initiation, c'est le rattachement à la terre des ancêtres. Tandis que Simba, Kombe Ngande ou encore Ya Bal font plutôt référence au passé, mais surtout à la sagesse des anciens, aux valeurs de solidarité qu'il faut cultiver. L'amour est aussi

au rendez-vous avec trois autres titres romantiques : *Mon Soleil*, *Chéri na ngai* et *Fimile*. Simbou Vili complète son album avec *Meilleur lendemain*, « *un cri du cœur qui vient de l'intérieur contre les armes, la pollution, la pauvreté, la justice sociale* ».

Dans cet album, ce sont également des rencontres artistiques exceptionnelles avec la contribution de Théo Blaise Nkounkou à la voix, Niboma Danos Canta dans la programmation et la réalisation, Caïen Mandoka à la guitare, Brice Malonga aux claviers et Patrick Compa pour son implication à la conception du titre *Femme noire*. Simbou Vili sera au Congo peu avant les festivités de l'Indépendance du 15 août et prévoit une série de concerts à Pointe-Noire et Brazzaville.

Marie Alfred Ngoma

« Un cri du cœur qui vient de l'intérieur contre les armes, la pollution, la pauvreté, la justice sociale »